

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 04/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



DS SMITH

Rue Désiré Granet
BP 551
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY

Références : UDRD-2022-07-270-ET

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement DS SMITH implanté Rue Désiré Granet BP 551 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur la surveillance et la conformité des rejets industriels dans l'eau. Cette visite est consacrée à la dépose du matériel de prélèvement installé la veille au point de rejet final du site en Seine. Elle a aussi été l'occasion d'analyser les données d'autosurveillance de l'exploitant et d'apprécier la conformité ou non des rejets d'eaux industrielles de l'usine, notamment depuis les travaux d'amélioration du traitement de la STEP opérés depuis 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH
- Rue Désiré Granet BP 551 76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
- Code AIOT dans GUN : 0005801044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

DS SMITH exploite une papeterie à partir de papier recyclé générant des effluents aqueux qu'il convient de traiter avant leur rejet en Seine. Pour ce faire, l'usine dispose de sa propre station d'épuration des eaux industrielles, qui a fait l'objet dernièrement de travaux d'amélioration pour un meilleur traitement des rejets. La visite a été l'occasion de vérifier les conditions de rejets au travers de la vérification de la conformité des rejets dans l'eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance et conformité des rejets d'eaux industrielles de l'usine

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
Contrôle inopiné	AP de Mise en Demeure du 06/08/2019, article 1er alinéa 1	/	Levée de la mise en demeure
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	1 demande

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que désormais les rejets d'eaux industrielles sont conformes aux valeurs limites d'émission sur tous les paramètres (à l'exception du débit de rejt mais qui reste à relativiser compte tenu de l'incertitude de la mesure au regard du flux). Aussi, il est proposé de lever les dispositions de la mise en demeure du 6/8/2019. Par ailleurs, l'autosurveillance de l'exploitant semble sous-estimer la quantification des rejets en matières en suspension (MES), un recalage est demandé sous 1 mois sur ce paramètre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le prélèvement a pu être effectué sans difficulté particulière: - l'emplacement prévu pour le prélèvement par le laboratoire en charge du contrôle inopiné est accessible; - le matériel en place permet une installation adaptée de l'équipement du laboratoire; - le point de prélèvement est situé au même endroit que là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant. L'usine a fonctionné normalement sur les 24h selon l'exploitant.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Au lendemain de la pose du matériel par le laboratoire (sonde température et pH, débit-mètre et préleveur réfrigéré) sur le point de rejet, il a été constaté que le matériel installé est resté intact et n'a pas été déplacé. Le volume prélevé est suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et le laboratoire de l'exploitant. En effet, 144 prélèvements de 80mL ont pu être constitués (comptabilisation de 10 603 m ³ de rejet sur 24h).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/08/2019, article 1er alinéa 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : Mise en demeure de respecter les VLE de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2018, pris en application du BREF PP.
Constats : Les résultats afférents au contrôle inopiné ont été versés sur la plateforme GIDAF le 29/06/2022. Le rapport fait état du respect des valeurs limites d'émissions applicables pour l'ensemble des paramètres tant en concentration qu'en flux, à l'exception d'un léger dépassement du débit de rejet (10 603m ³ sur 24h pour un débit maximal autorisé de 10 000m ³ /j). Toutefois, ce dépassement observé sur le débit n'est pas significatif au regard de l'incertitude de mesure. --> l'inspection propose à M.Le Préfet la levée de la mise en demeure du 6/08/2019.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de la mise en demeure

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant a remis les résultats de son autosurveillance afférents au même échantillon prélevé dans le cadre du contrôle inopiné. Seul le paramètre MES n'apparaît pas en cohérence avec les résultats du laboratoire mandaté par la DREAL (sous estimation pas l'exploitant de -56%). --> L'exploitant procède au recalage de son autosurveillance sur les MES (calibration de l'appareillage, méthodes d'analyses, etc.) sous 1 mois.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale – 1 mois

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant transmet mensuellement via GIDAF ses résultats d'autosurveillance.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant commente régulièrement les dépassements via l'application GIDAF. A titre d'exemple, des dépassements en phosphore et azote ont été observés en avril 2022 (6j de dépassement) et mars 2022 (2j), sans toutefois dépasser le double de la VLE applicable. L'exploitant indique avoir cherché à en identifier l'origine (excès d'amidon dans le process, inhibition des bactéries, optimisation de l'ajout de nutriments dans le traitement) et a entamé un plan d'actions pour y remédier. Notons que les résultats du contrôle inopiné du 7 au 8/6/2022 ne montre aucun dépassement pour ces paramètres.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'usine bénéficie de l'agrément SRR (Suivi régulier des rejets) de l'agence de l'eau Seine Normandie. Le dernier rapport suite au contrôle de l'APAVE du 24 février 2022 ne mentionne aucun écart significatif et suggère un seul point d'amélioration relatif à la nécessité de déterminer l'écart entre le volume théorique et le volume prélevé (pour s'assurer qu'il est inférieur à 10%). Ce contrôle avait également pour but de valider les modifications intervenues sur la STEP (ajout d'un méthaniseur et d'un bassin biologique de 3 000m³).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : L'exploitant fait appel à un laboratoire accrédité et reconnu dans le domaine de l'eau une fois par mois pour un recalage éventuel de son autosurveillance (effectuée sur la base d'autotest via des kits) sur l'ensemble des paramètres. Les données transmises ne mettent pas en évidence d'écart significatif, hormis pour les MES (sous-estimation par l'exploitant de -14% en moyenne entre janvier et mai 2022 par rapport aux données de SGS). --> Comme dit précédemment, un recalage du paramètre MES est attendu sous 1 mois.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : 1 demande